

Non à la suppression de la GIPA, Une nouvelle attaque contre les agents publics !

Le gouvernement a récemment annoncé la fin de la reconduction de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), une décision qui frappe durement les agents de la Fonction publique. **Bien que la GIPA ait des défauts**, elle reste une mesure cruciale pour de nombreux agents publics, et sa suppression témoigne d'un profond mépris envers ceux qui maintiennent le bon fonctionnement des services publics.

Une indemnité imparfaite, mais attendue

La GIPA, créée pour compenser la stagnation des salaires face à l'inflation, ne concerne qu'un nombre limité d'agents. En effet, seulement 5 % des agents publics en bénéficient chaque année. Les agents aux échelons sommitaux se verront encore plus pénalisés en raison de l'absence de progression salariale s'ils n'évoluent pas par l'avancement (ce qui n'est pas gagné en raison des taux d'avancements/promotions).

Pour autant, cette prime reste un filet de sécurité indispensable, en particulier face à des salaires gelés depuis des années et une inflation galopante. Alors que le gouvernement maintient le gel de la valeur du point d'indice pour 2024 et 2025, la suppression de la GIPA ajoute une nouvelle charge sur les épaules des agents déjà lourdement affectés par l'austérité salariale.

Une attaque contre le pouvoir d'achat

Depuis 2000, la valeur du point d'indice a chuté de plus de 20 % par rapport à l'inflation. Malgré les nombreuses revendications syndicales pour une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point et une indexation sur l'inflation, le gouvernement persiste dans sa politique

d'austérité, comme en témoigne la suppression de la GIPA. **Cette mesure, bien qu'insuffisante pour compenser pleinement la perte de pouvoir d'achat, reste un geste face à l'érosion des salaires.**

Le Ministère des Armées a confirmé hier que la GIPA ne sera pas reconduite pour 2024, sans aucune certitude que cette indemnité soit programmée à nouveau en 2025 (puisque elle est conditionnée au Budget de l'État).

Un mépris affiché

L'annonce de cette suppression, faite sans concertation avec les organisations syndicales, est un nouvel exemple du mépris affiché envers les agents publics. En plus de cette suppression, les augmentations dérisoires du salaire minimum et les suppressions de postes envisagées témoignent d'une politique budgétaire qui sacrifie les agents publics sur l'autel de l'austérité.

La mobilisation est urgente !

La **CGT** appelle tous les agents publics à se mobiliser contre cette décision injuste. La suppression de la GIPA n'est que la partie visible d'une stratégie plus large visant à affaiblir encore davantage les conditions de travail et de rémunération des fonctionnaires.

Exigeons ensemble la revalorisation immédiate du point d'indice et une véritable politique salariale à la hauteur des besoins de tous les agents publics !

Montreuil, le 24 octobre 2024

**Tous ensemble pour défendre nos droits et notre
pouvoir d'achat !**